

HISTOIRE



“J’ai un plan simple d’action offensive”, dit Massu. Il a sous ses ordres 4 régiments de la 10^e division parachutiste, 8 compagnies de CRS, 1 100 policiers. “Le plus important, ajoute-t-il, [est de] reprendre en main cette population”.

L’engrenage de la bataille d’Alger

Quand un gouvernement socialiste (de Guy Mollet à François Mitterrand) confie les pleins pouvoirs à l’armée pour détruire une guérilla urbaine. Et qu’elle y parvient...

Massu! Je vais vous confier l’ordre dans ce département. Vous aurez tous les pouvoirs. Avec votre division, vous allez reprendre tout en main. Le

socialiste Robert Lacoste, ministre résident à Alger, a convoqué, le 7 janvier 1957, dans son bureau le général Jacques Massu, 48 ans, ancien de la 2^e DB, des combats d’Indochine et de Suez, chef de la 10^e division parachutiste.

L’ordre est naturellement venu de Paris, où le gouvernement est conduit par un autre socialiste, Guy Mollet, dont le garde des Sceaux n’est autre que le jeune François Mitterrand.

La nuit suivante, Massu inaugure ses fonctions en ordonnant, à 3 heures du matin, une opération de contrôle de la partie nord-ouest de la casbah (qui abrite 74 000 habitants parmi lesquels 62 000 musulmans). Il dispose de peu de renseignements, mais procède au « bouclage absolu » du quartier en laissant travailler ses « équipes spéciales ». L’opération prend fin le 8 vers midi; elle a permis d’appréhender 300 suspects dont cinq tueurs du FLN recherchés par la police, qui sont retenus. « Et pour contrarier la fuite des fourmis terroristes et les piéger, raconte Massu, je fais isoler les quartiers arabes (bar-

belés et patrouilles) et appliquer un nouveau plan de circulation. La très grande majorité des rues seront à sens unique. Des voitures radio sont placées à tous les carrefours... »

En deux ans, la situation s’était aggravée

La guerre d’Algérie dure depuis vingt-six mois. En réaction aux premiers attentats qui avaient ensanglanté le territoire, à l’aube du 1^{er} novembre 1954, Mitterrand avait marqué l’opinion par un vibrant « *l’Algérie, c’est la France* ». Pierre Mendès France s’était exclamé, le 12 novembre 1954, devant les députés: « *On ne transige pas quand il s’agit de défendre [...] l’unité et l’intégrité de la République française. Les départements d’Algérie constituent une partie de la République.* » Et il avait nommé le gaulliste Jacques Soustelle gouverneur général des trois départements. Deux ans plus tard, la situation s’était aggravée.

Depuis son désastreux voyage du 6 février 1956 à Alger où les pieds-noirs l’avaient accueilli avec des jets de tomates et d’œufs pourris, Guy Mollet était rejeté par une population très “Algérie française”. Elle lui reprochait d’avoir remplacé Soustelle par le général Catroux. Pour ramener le calme, Mollet renvoya Catroux et nomma Robert Lacoste à sa

place, qui prit bientôt fait et cause pour l’“intégration”. En même temps, le chef du gouvernement précisa, le 11 février 1956: « *Le gouvernement luttera pour que la France reste en Algérie.* »

Des bombes explosaient dans les stades, les magasins, les cafés, les danses, les églises! Le FLN mitraillait les plages, lançait des grenades aux terrasses des brasseries, piégeait l’intérieur des réverbères aux arrêts d’autobus. Embuscades, fermes attaquées, récoltes incendiées, plantations détruites, bétail abattu. Mais surtout, hommes égorgés et émasculés, femmes éventrées, enfants fracassés contre des coins de mur. Des boucheries amplifiées par de répugnantes mises en scène.

Le massacre d’El-Halia, commis le 20 août 1955, continuait de susciter l’effroi. Ce centre minier du Nord-Constantinois, où une centaine d’Européens vivaient au milieu de 2 000 Algériens, avait basculé dans l’horreur à l’heure du déjeuner. Une tuerie au couteau, 130 morts, dont de nombreux enfants.

Plus proche dans le temps était la désertion de l’aspirant Maillot, le 4 avril 1956. Il avait pris le maquis avec un camion d’armes (il sera tué le 5 juin, lors d’un affrontement avec les hommes du →

BILAN DE MOINS DE TROIS MOIS...

Fin mars 1957, moins de trois mois après avoir lancé sa bataille d’Alger, le général Massu fournit déjà ce bilan: « 1 827 fellaghas hors d’état de nuire, soit 253 terroristes, 322 collecteurs de fonds, 985 propagandistes, 267 membres de cellules actives. Parmi eux, plus de 200 tués. 812 armes saisies, 88 bombes, 200 kilos d’explosifs et 166 grenades... »

“Un regard sur la guerre d’Algérie”, de Roger Vétillard, Riveneuve Éditions, 324 pages, 22 €.

bachaga Boualam). Et le 18 mai, à Palestro, une section d'appelés métropolitains du 9^e régiment d'infanterie coloniale, qui venaient d'arriver en Algérie, était tombée dans une embuscade sous les balles de ces fusils volés. Les blessés furent achevés par les hommes du village, qui exposèrent les corps suppliciés sur les rochers avant de fuir.

Chacun de ces massacres s'inscrivait dans la première phase des campagnes de terreur décidées par les chefs du FLN. En même temps, l'horreur des carnages déclenchait une farouche volonté de vengeance chez ceux qui avaient ramassé les victimes d'El-Halia et d'ailleurs. Des victimes qui étaient toutes de condition modeste et d'origine espagnole, italienne ou maltaise.

En retour, les représailles étaient chaque fois brutales et généralisées. Il y eut près de 2000 morts pour venger El-Halia. Une chasse aux tueurs jalonnée d'exécutions sommaires, souvent génératrices de vocations terroristes.

Mais ces assassinats n'étaient pas réservés aux Européens. En mai 1957, en présence de leurs femmes et de leurs enfants contraints d'assister au terrifiant spectacle, les 315 musulmans constituant la population masculine de Melouza seront massacrés à la pioche,



ULLSTEIN BILD/AGF-IMAGES

à la hache et au couteau par le groupe de Saïd Mohammadi *alias* Si Nacer, ancien officier de la Wehrmacht, décoré de la croix de fer et commandant la wilaya III. Les hommes de Melouza appartenaient au parti de Messali Hadj, père du nationalisme algérien et adversaire du FLN. Ça valait la mort.

Le carnage du "Milk-Bar"

Par la terreur, les fellaghas (combattants de l'Armée de libération nationale) imposaient un semblant de loi dans les campagnes et les montagnes. Mais Alger restait la cible principale. Toutes les actions menées dans la capitale prenaient une autre dimension. La casbah d'Alger, labyrinthe de boyaux impénétrables, était devenue le centre moteur du terrorisme.

Les tueurs venaient y chercher des armes, des arguments pour les propagandistes zélés — dont plusieurs journalistes. Des étudiants en chimie recrutés dans les rangs pieds-noirs du Parti communiste algérien (PCA) préparaient les bombes. Des adolescentes algériennes et une Française de 17 ans, belle-fille d'un responsable du PCA, furent chargées d'en déposer quelques-unes dans plusieurs établissements fréquentés par la jeunesse d'Alger : le *Milk-Bar* et la *Cafétéria*. Des carnages. C'est contre cet engrenage infernal que le gouvernement prit la décision de confier à l'armée tous les pouvoirs de maintien de l'ordre.

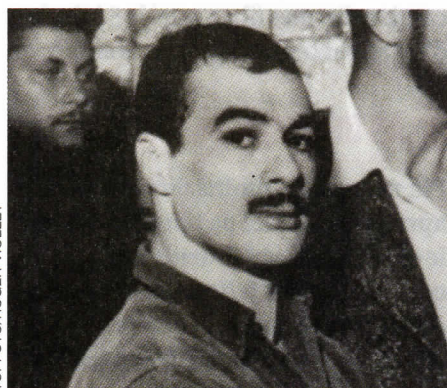
Le général Massu était désormais le patron. La ville était aux mains de ses 8000 parachutistes, dont les Jeep et les camions couleur sable de l'expédi-

tion de Suez contre Nasser sillonnaient les rues. Les paras portaient des casquettes et des tenues camouflées. Les zouaves étaient coiffés du calot rouge. Les patrouilles avançaient d'un pas lent. Les contrôles étaient continus.

Les voitures de déminage traversaient les quartiers, sirènes hurlantes. On découvrait les "poêles à frire", ces grands plateaux fixés au bout d'une perche pour détecter les métaux. Elles étaient surtout employées pour les femmes voilées de la tête aux pieds. Les terrasses des cafés étaient équipées de grillages pour protéger les consommateurs des grenades. Des soldats réservistes patrouillaient dans les trolleybus et les tramways pour sécuriser les voyageurs. Les clients des magasins étaient fouillés.

La ville était en état d'urgence. Le couvre-feu interdisait tout déplacement entre 21 heures et 6 heures du matin. Dans la casbah, les paras obtenaient des résultats sans ralentir les attentats. Deux stades de football furent les cibles suivantes... Puis, le 9 juin 1957, six jours après les tueries aux lampadaires piégés, une bombe ravageait le casino de la Corniche, un célèbre dancing de Bab el-Oued. Elle fit 10 morts, 85 blessés. Un "Bataclan" à Alger... Pour Massu, ce fut un défi. Il y mit tous ses moyens, y compris la torture, et, le 24 septembre 1957, ses hommes arrêterent Yacef Saadi, le chef des poseurs de bombe. À Paris, le gouvernement allait être renversé. Mais, pour la première fois, une armée régulière dotée des pleins pouvoirs l'emportait contre une guérilla urbaine. ●

Jean-Pax Méfret



TOPHOTO/ROGER-VIOLETTE

POUR YACEF SAADI, CHEF DU FLN D'ALGER, LA TERREUR SERVAIT À VAINCRE ET À PUNIR.